PANTHERE PREMIERE

Institutrices et contrebandières

Commerce transfrontalier dans la Roumanie post-communiste

Propos recueillis et traduits par Norah Benarrosh-Orsoni

Type : entretien
Thèmes : commerce, communisme, contrebandières, Roumanie

Dans une petite ville du sud de la Roumanie, Leana et Ştefania reviennent sur leurs années 1990, quand elles étaient à la fois enseignantes et « petites contrebandières ».

Dans le quartier de Laleli à Istanbul, les innombrables boutiques de grossistes de vêtements, les bureaux de change et les hôtels drainent chaque jour des foules de client·es de différentes origines : des citoyen·nes d'anciennes républiques socialistes d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, mais aussi du Maghreb et d'Afrique subsaharienne s'y approvisionnent en vêtements, bijoux en or et diverses marchandises. Le principe de ce « commerce à la valise » est simple : les personnes circulent avec un visa touristique et, à la douane, font passer la marchandise acquise à Istanbul pour leurs bagages personnels. Elles la revendent ensuite de façon informelle dans leur pays d'origine.

Parmi les client·es des boutiques de Laleli, on rencontre encore quelques femmes roumaines. Leur présence aujourd'hui relativement discrète ferait presque oublier qu'il y a eu, entre 1992 et 1994, un « âge d'or » de la présence roumaine à Istanbul. Quelques années plus tôt, en décembre 1989, un coup d'État mettait fin à plus de vingt-cinq années de communisme totalitaire dirigé par Nicolae Ceauşescu. Parmi les premiers changements palpables de cette « révolution », comme on l'appelle couramment en Roumanie, une mesure attendue de tous et toutes : l'ouverture des frontières du pays. Jusqu'alors, les Roumain·es ordinaires étaient privé·es de passeport et de déplacements à l'étranger. Dès janvier 1990 donc, ces dernier·es veulent voir le monde mais aussi consommer quantité de biens restés hors de leur portée. De façon plus pragmatique, il faut également parer à certaines urgences : l'effondrement rapide des structures industrielles, qui aggrave la pénurie alimentaire et matérielle, laisse des milliers de travailleur·es sans emploi et les prix des biens et services connaissent une inflation folle. Très rapidement, la circulation des Roumain·es muni·es de leur passeport neuf s'accompagne de l'importation d'une grande variété de biens autour desquels s'improvise toute une économie informelle. Istanbul devient la destination privilégiée de très nombreu·ses ressortissant·es des anciens pays communistes de la région qui se lancent dans la contrebande. En 1992, près d'un million de « touristes » roumain·es entrent ainsi en Turquie. Et le poste de douane d'Edirne, qui marque la frontière turco-bulgare, est pris d'assaut par des files de voitures, de camions et d'autocars transportant des citoyen·es est-européen·nes et leurs piles de marchandises.

De 1991 à 1997, Leana, institutrice aujourd'hui à la retraite, a complété son salaire de fonctionnaire par des séjours commerciaux réguliers à Istanbul. Un jeudi matin de février 2017, à Gârdani, petite ville du sud de la Roumanie située à moins de dix kilomètres de la frontière bulgare, elle me conduit dans l'école primaire où elle a passé toute sa carrière. J'y rencontre sa collègue Ştefania, son amie de longue date. En Roumanie, la journée d'école s'arrête à midi et, pour ne pas manquer la diffusion des séries télé turques qu'elle suit chaque après-midi, cette dernière nous reçoit durant la dernière heure de cours de sa classe de CM2. Tandis que les écolier·es en uniforme révisent en silence leur leçon d'histoire, Ştefania nous installe autour de son bureau et commence le récit de ces années où les institutrices complétaient leurs revenus en remplissant leurs sacoches de marchandises turques.

Les propos de cet entretien sont entrecoupés de coupures de presses provenant des archives du quotidien Adevărul (« La vérité »), connu pour avoir été, jusqu'en 1989, l'organe officiel du parti communiste au pouvoir en Roumanie depuis 1947, sous le titre « Scânteia » (« L'étincelle »). Dirigé par la même équipe rédactionnelle, et gardant une ligne très conservatrice, le journal nourrit une véritable obsession pour le phénomène de la contrebande, dont le traitement est quasi-quotidien. Tiré à 1,5 millions d'exemplaires entre 1990 et 1992, Adevărul était alors, aux côtés de România Liberă, l'un des deux principaux quotidiens nationaux.

Le passeport de « petit commerce »

Ştefania : Je suis née ici à Gârdani, en 1955, et j'ai fréquenté un lycée qui formait les enseignants et les éducateurs. À l'époque, c'était le ministère qui décidait de notre lieu d'affectation une fois que nous étions diplômées. Mais je suis sortie première de ma promotion et j'ai donc pu demander un poste dans une école de la ville. Je me souviens qu'on avait un petit carnet de travail qui restait au secrétariat, entre les mains du personnel, où l'opérateur écrivait la date de notre recrutement, celle du transfert, notre destination, etc. Or, le mien, il ne comptait qu'une seule ligne ! Et le vôtre aussi, Leana, n'est-ce pas ? Parce qu'on est toujours restées travailler ici ! Quand j'ai commencé à enseigner dans cette école, en 1975, j'avais 20 ans. Et juste après, une période très restrictive a commencé pour nous, une période de grande misère. Pour payer la dette externe, Ceauşescu n'investissait plus rien dans le pays [1]. Et nous, comment on s'approvisionnait ? Sous le manteau ! Enfin, il faut dire que nous avions des amies, des connaissances qui travaillaient dans les magasins d'alimentation, et que ça nous facilitait la vie, mine de rien. Parce qu'elles nous connaissaient, alors que les autres devaient faire des queues interminables. Pour trouver du lait, je me souviens, mon mari sortait chaque matin à 5 heures. Dans toutes les rues, on entendait le bruit des bouteilles de lait en verre qui s'entrechoquaient. Il faut ajouter qu'au temps des communistes, nous les frontaliers, avions droit à un passeport de « petit commerce » [2] avec la Bulgarie. C'était un avantage par

rapport au reste de la population car nous pouvions sortir du pays, même si c'était uniquement pour aller en Bulgarie.

Leana : Mais ça c'était plus tard, après la révolution…

Ştefania : Mais non, madame !

Leana : On partait aussi avant ? Quand on ramenait du café, c'était avant la révolution ?

Ştefania : Bien sûr que c'était avant la révolution ! *(Elles rient.)* Vous savez pourquoi ? Parce qu'avant la révolution, la Bulgarie était en quelque sorte sous protection de l'Union soviétique. Nous, à l'inverse, on était les ennemis : disons que Ceauşescu, le président, était hostile aux Russes alors que le président bulgare, lui, était ami avec eux. Et alors que chez nous les magasins d'alimentation étaient complètement vides, chez les Bulgares on trouvait de tout. C'était *full*. Mais pour pouvoir faire des achats là-bas, il fallait bien qu'on ait des devises bulgares, or c'était impossible de changer de l'argent chez nous. Alors qu'est-ce qu'on faisait ? On partait en Bulgarie pour la journée avec des petites choses à vendre, des petits hauts pour femme, de la lingerie, ce genre de choses, et on les vendait sur place, dans la rue, là où il y avait un petit marché, à une station de bus, dans un magasin, partout où on voyait des gens réunis. Et rappelez-vous, on leur apportait aussi beaucoup de verres ! Parce que les Bulgares en utilisent énormément : dans les mariages, les fêtes, ils en brisent des quantités. Mon problème, c'est que je n'avais absolument aucun talent pour vendre ma marchandise. Une fois, quand l'amie avec qui j'étais a vu que je n'avais rien vendu et que l'heure de repartir approchait, elle m'a dit : « *Pousse-toi de là que je te vende tout ça moi-même !* » Et elle a vendu, pour que je puisse acheter des choses à mon tour. Voilà. On arrivait en Bulgarie avec certains objets et on repartait avec du café, des saucisses, du fromage… Parfois les douaniers nous confisquaient tout notre café. D'ailleurs, après, ils ont complètement interdit d'en transporter, parce que les gens avaient commencé à en acheter des tonnes, qu'ils revendaient ici. Qu'est-ce qu'ils ramenaient d'autre ? Des cigarettes. Des BT, voilà.

« Contrebande, Passeports et Aide Internationale »

« (…) Ils descendent quatre par quatre des taxis, près de l'Hôtel InterContinental* et un peu partout ailleurs. Ils s'alignent, tous les dix mètres, pour filtrer les passants à leur manière : ils ont les poches bourrées de lei** et ils les échangent contre tous types de devises. Il n'y a plus aucune loi qui puisse les freiner. Ils agitent effrontément leurs dollars devant les yeux de la police. Ils sont à moitié millionnaires – grâce à la seule contrebande (…).Alors que nous commençons à peine à comprendre ce qu'est la démocratie, eux ont déjà appris à en bénéficier. À présent ils envahissent la ville, et leurs affaires marchent comme jamais : ce sont eux les premiers qui, avant même la promulgation de la loi, se sont précipités pour demander un passeport. Ils veulent être millionnaires pour de bon, aller et venir, sautant une frontière après l'autre. Toutes les lois sont faites pour eux. C'est comme s'ils les avaient écrites eux-mêmes. (…) Les travailleurs n'ont pas le temps de faire la queue pour demander un passeport, et ils n'ont pas eu le temps d'aller piller des logements, parce qu'ils se battaient dans les rues, ou défendaient leurs usines (…). Cette racaille hétéroclite a tout son temps. Bien qu'ils « travaillent » beaucoup, ils sont toujours en congés.Et ne nous faisons

pas d’illusions : ce ne sont pas les « basanés*** », comme les appellent certains dans un euphémisme très « révolutionnaire », qui composent le gros de cette racaille. Celle-ci vient de partout, grossit comme un fleuve dont les rives sont bientôt submergées ».

Darie Novceanu, *Adevărul*, 17 janvier 1990

* Situé au centre de Bucarest, l’hôtel InterContinental a ouvert ses portes en 1971. Premier établissement cinq étoiles du pays, ce bâtiment de 24 étages est un important point de repère de la capitale. C'est depuis les chambres louées dans cet hôtel que les journalistes étrangers ont pu documenter les événements de décembre 1989.
** Le leu (pluriel lei) est la monnaie roumaine.
*** L’auteur fait ici référence, sur un ton ironique, aux « Tsiganes » roumains.

Leana : Et des Pleve.

Ştefania : Oui, mais les BT, c’étaient les plus recherchées, juste après les Kent. C’était ça, nos cigarettes, dans les années 1980.

Leana : Qu'est-ce qu'ils s'en sont mis dans les poches avec ce qu'ils ramenaient, les gens !

Ştefania : Des cartouches entières, oui ! Ça, c’était de la vraie contrebande. Nous, à côté… Pendant ces années-là, il y avait aussi tous ces hommes qui partaient en Libye, en Syrie, pour travailler dans l’industrie pétrolière, le bâtiment, les complexes chimiques. Quand ils rentraient en Roumanie, ils ramenaient de l’or. Mais ils le vendaient cher ! Je me souviens, quand je préparais mon mariage, en 1978, j’ai voulu acheter les alliances à un type que je connaissais, qui revenait de Libye, et il nous a demandé 4 000 lei. Pour vous dire, 4 000 lei pour moi, c’était deux mois et demi de salaire.

Un inventaire ad hoc

432 jeans, 55 vestes fourrées, 60 t-shirts imprimés et autres petites choses d’une valeur de 700 000 lei (sept cent mille !). Voilà l’inventaire ad hoc de ce que la police a trouvé sur M. Fodor X. de Tîrgu Mures, qui a ramené cette marchandise d’un voyage en Turquie. Dès qu'il a commencé à se faire fouiller, celui-ci a déclaré que c’est en Roumanie qu’il s’est procuré les devises nécessaires à l’achat de toute cette marchandise auprès d’un certain Gabor Ion, individu sans profession, dont la justice va s’« occuper » à son tour.

Petre Popa, *Adevărul*, 1er aout 1990

« On a qu’à y aller nous-mêmes! »

Ştefania : En réalité, la période de la contrebande de l'or a vraiment commencé après la révolution, quand les frontières ont été ouvertes. Après 1989, les spécialistes de l’or, c’était surtout les Roms. Ils en ramenaient de Turquie.

Leana : Ça c’est vrai ! C’était aussi eux qui nous vendaient les deutschemarks qu’on utilisait à Istanbul [3]. Parce que, juste après la révolution, beaucoup d’entre eux étaient partis en Allemagne et ils en avaient ramené des devises.

Ştefania : Oui et, au-delà de l'or, ils ont été les premiers à revendre ici des marchandises importées de Turquie.

Leana : On voyait qu’ils s’en sortaient bien alors on a fini par se dire : « *À quoi bon leur donner de l’argent ? On a qu’à y aller nous-mêmes !* » et voilà. Finalement, on peut dire que ce sont les Roms qui ont ouvert la voie à la contrebande avec Istanbul.

Ştefania : Moi, je ne suis pas partie tout de suite. Au début, je passais des commandes à mes collègues de l’école qui allaient déjà à Istanbul. Pendant les récréations, je leur donnais des sous pour qu’elles me ramènent des petits colliers, des petits crucifix, des choses comme ça… Vous vous souvenez, Leana ? Je vous donnais des deutschemarks et vous me rameniez ce que je vous demandais. Et puis un jour, c’était pendant les vacances de Pâques, vous avez refusé : « *Ça suffit, on ne te prend rien, tu viens avec nous !* » Il y avait aussi une autre amie et son mari. Elle était assistante en pharmacie et lui était directeur à la station de mécanisation de l’agriculture [4]. Quand ils ont appris que je partais, ils se sont dit : « *Allons-y nous aussi* ». On partait comme ça, en groupe !

Leana : Oui, c’était la fois où on s’était acheté ces petits bracelets…

Ştefania : Et d’ailleurs, c’est drôle, le mien s’est cassé il y a à peine trois jours ! Depuis le temps, plus de vingt ans… je ne l’avais pas retiré de mon poignet une seule fois !

« On courait partout sans s’arrêter. »

Ştefania : Au tout début, les voyages en bus étaient organisés par de petites compagnies roumaines, depuis la ville d'Alexandria, le chef-lieu, à 50 km de Gârdani. Un peu plus tard, des Turcs ont créé des compagnies de bus et ouvert des lignes régulières au départ de Bucarest. Ces bus-là ne passaient pas par chez nous : ils trouvaient suffisamment de passagers dans la capitale ! Nous étions surtout des femmes à faire le voyage. Certaines avaient un emploi salarié mais elles se débrouillaient avec leur emploi du temps. Elles partaient le samedi et rentraient le dimanche soir… Nous, les institutrices, on était libres pendant les vacances scolaires, alors on en profitait.

Leana : De toute façon, les hommes n’auraient pas su quoi acheter. Et ils n’auraient pas supporté de rester autant de temps immobiles dans le bus, comme nous on le faisait, sans pouvoir aller aux toilettes. Nous, bon gré mal gré, il a fallu qu’on endure ces voyages, puis qu’on traîne nos sacoches partout pour vendre notre marchandise au retour.

Ştefania : Donc on se donnait rendez-vous au petit matin devant le Grand Hôtel de Gârdani, on allait ensemble en minibus ou en train jusqu’à Bucarest et là-bas on montait

dans le bus. Puis on traversait toute la Bulgarie presque sans s'arrêter : les conducteurs de ces compagnies turques, ils roulaient comme des fous. À l'époque, ils faisaient des aller-retours non-stop ! Bon, il ne nous est rien arrivé de grave, à nous, mais on entendait d'autres collègues raconter qu'elles avaient été dévalisées par des bandits sur la route du retour. Eh oui, ce genre de choses arrivait !

Leana : On arrivait vers 4-5 heures du matin à la gare routière de Laleli, à Istanbul. Le temps que les magasins ouvrent, on faisait une petite toilette dans la gare, on se changeait et, de là, on prenait nos sacoches et on partait en quête de marchandises.

Ştefania : Et devant le Grand Bazar, vous vous souvenez comment c'était ? Là, il y avait le bus qui venait de Gârdani. Ici, celui d'Oneşti. Là, celui de… Ils étaient tous garés les uns derrière les autres ! Dans toutes les grandes villes roumaines, il y avait des compagnies qui organisaient des voyages. C'était de la folie. De la folie totale. Quand les gens se sont retrouvés libres… Parce qu'on allait à Istanbul pour les achats mais il y avait aussi cette liberté, le fait de pouvoir sortir du pays, de passer les frontières rien qu'en montrant ton passeport.

Leana : Et vous vous souvenez de ces vendeurs turcs qui parlaient roumain ? Enfin, pas parfaitement, mais suffisamment pour nous comprendre…

Ştefania : Oui, et il y avait aussi des employés roumains dans les magasins turcs. À un moment il y a eu ce garçon qui nous a entendues parler roumain, qui s'est mis à nous coller et à nous demander de le suivre. On a fini par s'arrêter : « *Oh petit, qu'est-ce que tu as à nous demander de venir avec toi, là ?!* » Et alors qu'est-ce qu'il m'a expliqué, ce garçon ? Qu'il travaillait pour un commerçant qui les envoyait chercher des clients dans le bazar et dans les rues autour et que c'était celui qui en ramenait le plus qui était le mieux payé. Ce garçon-là, on a fini par le suivre, on s'est dit : « *Rendons-lui nous aussi un petit service !* » En fait, c'est en entrant dans le Grand Bazar qu'on a découvert le vrai art du commerce. Le vendeur annonçait son prix, celui qui achetait voulait payer moins… On marchandait, comme on dit. Mais pour nous qui arrivions de Roumanie, c'était complètement nouveau : on était habituées aux magasins d'État, où les prix étaient fixes. Tu entrais et voilà, c'était comme ça, pas question de négocier ou quoi que ce soit de ce genre. Alors que là-bas, le vendeur demandait un prix phénoménal et au bout d'un moment, à force de parler, on arrivait à un bon prix.

Leana : On courait partout sans s'arrêter, d'un magasin à l'autre, pour avoir terminé à midi parce qu'on repartait directement en bus vers 13 h ou 14 h. Et on mangeait sur la route du retour, pendant les pauses ou dans le bus.

UNE SITUATION QUASI INCROYABLE HIER, AU POSTE-FRONTIERE DE GIURGIU*

« Heureux sont les citoyens roumains qui n'ont pas eu la stupide idée d'entrer dans le pays, ou d'en sortir, ces jours-ci par le poste-frontière de Giurgiu. (…) Dans des milliers de voitures de tourisme, de camions, d'autocars, les conducteurs ont perdu patience après des

heures d'attente sur une portion de 4-5 kilomètres, comprise entre les postes-frontières de Roussé et Giurgiu, transformée depuis quelques jours en pissotière et en poubelle à ciel ouvert. Les douaniers observent, parfois contrariés, parfois bienveillants, ce spectacle désolant pour un pays situé aux portes de l'Europe. La recrudescence des activités des « contrebandiers » est féroce. En seulement deux jours, des taxes douanières ont été perçues pour des marchandises d'une valeur de plus d'1,7 millions de lei, importées bien au-delà des nécessités personnelles et du bon sens : 200 paires de blue-jeans, quelques milliers de chemises en coton, plus de 20 moteurs de voitures, quelques dizaines de milliers de gommes à mâcher, quelques centaines de cartouches de cigarettes. Voilà quelques données concrètes qui donnent une image de ce qu'il se passe au poste-frontière de Giurgiu. Il semble que les records européens d'attente à un point de douane aient été dépassés hier et avant-hier ici, à Giurgiu (…). »

Viorel Sălăgean, *Adevărul*, 1er aout 1990

* La ville roumaine de Giurgiu, qui borde le Danube, fait face à la ville bulgare de Roussé. Le pont qui les relie constitue le principal point de passage entre les deux pays. Il est connu pour son engorgement permanent depuis l'ouverture des frontières en 1990. Les files de camions, qui devaient parfois patienter plusieurs semaines, ont progressivement diminué après 2007, en partie suite à l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne.

« Ne te fais pas prendre avec tes fours électriques! »

Ştefania : Mon premier voyage à Istanbul, c'était vers Noël 1991. Quand je suis arrivée, j'ai bien vu la différence entre l'obscurité de chez nous et les lumières de là-bas, avec tous ces magasins qui restaient ouverts la nuit… Ça m'avait vraiment impressionnée. Bon, ça fait plus de vingt ans maintenant, j'imagine que si j'y retournais aujourd'hui, je ne trouverais pas ça si différent. Istanbul, on y allait pour acheter des vêtements, des baskets, des choses qui n'existaient pas en Roumanie avant la révolution et qui restaient introuvables dans les magasins, même après. Des tricots, des sous-vêtements, des pyjamas… Les jeans, ça, c'était très demandé, on en ramenait beaucoup. Des fours électriques, des éviers en inox, des abattants pour toilettes… Et même des tables à repasser, qu'on ramenait une par une. On achetait aussi des tapis ! Parce que les Turcs, ils sont connus pour leurs tapis.

Leana : Moi, j'en ai un qui date de mon premier voyage, il est encore dans ma chambre !

Ştefania : C'était une petite contrebande, quoi. On achetait tout ça là-bas à un certain prix, et quand on revendait ici on ajoutait un petit quelque chose, pour se faire une marge.

Leana : On achetait surtout des trucs pas chers parce qu'après 1989, les gens n'avaient pas beaucoup de moyens. Vous savez comment c'est. Si on avait ramené des objets de luxe, qui les aurait achetés en Roumanie ?

Ştefania : Personne, c'est sûr ! Au final, quand j'y repense, on cherchait des choses de rien du tout. Mais, quand on passait la frontière turque pour revenir en Roumanie, il y avait des

quantités autorisées. Alors la plupart des passagers cachaient une partie de leur marchandise, surtout ceux qui ne vivaient que de ça : des hommes, des jeunes, qui se débrouillaient, qui savaient comment faire… Je me souviens même que ma belle-sœur m'avait dit, une fois que je partais à Istanbul : « *Ne te fais pas prendre avec tes fours électriques, là !* » Ces fours étaient très recherchés en Roumanie parce qu'après la révolution, il y a eu une vraie pénurie de bouteilles de gaz. Si ta bouteille se terminait, tu devais t'inscrire sur une liste et attendre ton tour pour pouvoir acheter une recharge. En attendant de la changer, tu devais utiliser le four électrique pour cuisiner. J'en ai ramené qu'un seul, pour moi. De toute façon, je n'avais pas les moyens d'en faire un vrai commerce. Mais certains en ramenaient plein et les revendaient.

Leana : Et dans le bus du retour, il y avait tous ces fours empilés au-dessus des sièges, qui nous tombaient dessus dès qu'il y avait un coup de frein…

Ştefania : Certains avaient vraiment beaucoup de bagages et ils les fourraient sous les sièges. On ne pouvait même pas étendre nos jambes. Tout ça valait vraiment le coup pour ceux qui ramenaient beaucoup de marchandises. Tu y allais une fois et si tu voyais que ça marchait, tu partais une deuxième fois. Et si tu voyais que ça marchait… En fait, c'était comme un virus.

Leana : Oh, et vous savez ce que j'aimais bien quand on était sur la route du retour ? Avec une de mes copines, on faisait des calculs : si on parvenait à vendre telle quantité, ça allait nous faire tel profit… C'était chouette d'imaginer ce qu'on allait gagner.

« Appel aux Bucarestois : n'achetez rien aux contrebandiers ! »

"Nous nous promenons dans cette ville que nous voudrions pouvoir aimer, et dans laquelle il est naturel que nous nous sentions chez nous. Nous nous promenons surtout les yeux rivés au sol, soucieux d'éviter les trous dans la chaussée. Nous évitons, de la même manière, les attroupements, puisqu'on nous a avertis de faire attention à nos sacs et nos poches. Lorsque notre odorat, offensé, nous signale la présence de miasmes agressifs, nous évitons le liquide qui s'écoule des poubelles renversées sur les trottoirs. Les contrebandiers, en revanche, sont plus difficiles à éviter : ils ont envahi les places, les passages, les carrefours, dans un fourmillement bruyant – la bouche de métro Place de l'université s'est transformée en un champ de foire proprement indécent. Ils se tiennent aux portes des restaurants, des grands magasins, des cinémas, ils étalent sur des stands de fortune ou à même le sol leur marchandise obtenue on ne sait comment : cigarettes et cosmétiques étrangers, bijoux fantaisie, tricots à motifs. (…) Leur marchandise est louche, les prix rédhibitoires, mais le plus difficile à supporter, c'est la dégradation de l'atmosphère urbaine. L'abdication de la civilisation. De jour en jour, Bucarest nous échappe, prise en otage par ce lumpenprolétariat et ces criminels.
Ne croyons pas que la police peut mettre fin à ce fléau. Même si elle redevenait autoritaire – et est-ce vraiment ce que nous souhaitons ? – ses efforts connaîtraient des résultats limités : après des descentes qui confisqueraient la marchandise et imposeraient des amendes, la marée de criquets se recomposerait, encore plus avide.

Chers concitoyens, nous vous en supplions : n'achetez rien, absolument rien, aux contrebandiers. Faites cet effort : privez-vous, pour une fois, de votre paquet de Kent ou de BT, trafiqué contre des dollars mille fois achetés et revendus, ne prenez pas ces journaux volés dans les rotatives et revendus au double du prix, retenez-vous de fouiller dans les tas de chaussettes, (…) déodorants, savons, pièces automobiles et composants électriques « achetés » clandestinement, et ne cédez pas non plus quand, paniqués, ils vont essayer de vous appâter avec des prix inférieurs à ceux du marché. Rien de ce qu'ils nous offrent n'est vital pour notre existence, le petit renoncement que nous nous imposons volontairement trouvera récompense dans la joie de se trouver de nouveau réunis, solidaires, tendus vers un but commun. C'est peut-être de cela dont nous avons besoin au plus haut point. Acceptez donc avec le sourire cette proposition naïve et idéaliste, assumez le risque d'être à contre-courant d'une société qui affirme son pragmatisme au-delà de toute décence. (…)
Une précision : ce « boycott » ne vise en aucun cas les petits producteurs – de fraises, de brioches, de chapeaux de plage ou autre – mais seulement les revendeurs sans autorisation. (…)

Association des naïfs, *Adevărul*, 9 juin 1990

«Vraiment, on le faisait par besoin.»

Leana : Moi, j'ai dû continuer à aller en Turquie jusque vers 1997. En 1995, le centre commercial Europa [5] a ouvert à Bucarest : on y trouvait exactement les mêmes produits qu'à Istanbul. Au bout d'un moment, avec une autre collègue, on a décidé de s'approvisionner là-bas. Entre temps, certaines avaient ouvert des magasins, ici en ville, où elles vendaient ce qu'elles ramenaient de Turquie, puis de Bucarest. Nous, on a continué ce petit commerce encore quelques temps, mais toujours en achetant de petites quantités : on n'avait pas d'entreprise déclarée, alors on avait vraiment peur de se faire contrôler sur la route. Et celles qui avaient leur propre boutique étaient vraiment méprisantes. Quand on montait dans le bus pour Bucarest, certaines disaient : « *Tiens donc, voilà mesdames les professeures qui viennent faire de la contrebande !* » On a entendu de ces choses… Même en Turquie, tout le temps, on se sentait humiliées.

Ştefania : Oui ! Et quand on revenait, il fallait encore démarcher les clients. Ici ou là, on en croisait toujours une qui ployait sous ses sacoches.

Leana : Moi j'arpentais toute la ville avec mes sacoches : à l'hôpital, à la pharmacie, je venais même ici à l'école. Enfin, là où je connaissais des gens, pas n'importe où.

Ştefania : Eh oui ! On avait un statut de professeures et pourtant on était obligées de faire ce genre de choses : avec nos salaires de misère et la dévalorisation de la monnaie, tout a été bouleversé.

Leana : Moi, si j'ai fait tout ça, c'était avant tout pour pouvoir envoyer mes enfants à l'université.

Ştefania : C’est sûr. Quand on a toute une famille à charge, on en arrive à faire des choses de ce genre. Enfin, si on n’a pas d’autres solutions, on fait ce qu’il faut ! C’est une question de subsistance.

Leana : On peut dire qu'on l’a fait sans aucun plaisir, vraiment, on le faisait par besoin. Pour le plaisir, c’est quand je suis retournée à Istanbul avec ma fille qui a étudié là-bas et qu’elle m’a tout fait visiter. Quand elle a découvert le quartier de Laleli, elle n’en revenait pas : « *Mais c’est là que vous alliez ? Dans le coin le plus pourri de la ville…* » Je lui ai répondu :
« *Ma fille, n’oublie pas que c’est de là que venaient tes culottes !* »

---

[1] Dès le début des années 1980, Ceauşescu fait du remboursement de la dette extérieure du pays sa priorité. Pour y parvenir, il engage une sévère politique d’austérité : économies d’énergie qui privent les foyers d’électricité plusieurs heures par jour ; réduction massive des importations; intensification des exportations – dont une grande partie de céréales vendues à l’URSS. La pénurie de biens de consommation de base s’aggrave, des cartes de rationnement sont distribuées, les queues s’allongent devant les magasins d’État…

[2] Délivré dès le milieu des années 1960, le passeport de « petit commerce » (*micul trafic*) était un privilège réservé aux villageois·es résidant à moins de 20 km des frontières. Il leur permettait de sortir du pays dans un rayon limité à 30 km, pour vingt-quatre heures maximum, une seule fois par mois. L’usage de ce passeport s’est surtout répandu à partir de la fin des années 1970, lorsque la crise économique a empiré et que les biens de consommation de base ont commencé à manquer dans les foyers roumains. À la même période, des systèmes similaires existaient en Pologne ou dans la Yougoslavie de Tito.

[3] Durant les premières années de libéralisation de l’économie roumaine, l’accès des particuliers aux devises étrangères est resté contrôlé. Ainsi, en 1992, le change légal est limité à 250 dollars par personne et par an pour un usage privé, officiellement destiné à la consommation pendant les voyages touristiques. Durant les expéditions commerciales à Istanbul, les transactions ont lieu uniquement en deutschemarks et en dollars car leur cours est stable et car ce sont alors les principales devises internationales reconnues dans la région.

[4] Sous le régime communiste, les stations de mécanisation de l’agriculture fonctionnaient sous le contrôle du ministère de l’Agriculture. Elles veillaient à ce que la modernisation technique des coopératives agricoles d’État se déroule selon le rythme prévu par l’économie du Plan et étaient responsables de l’entretien des machines agricoles.

[5] Situé au nord-est de la capitale roumaine, le complexe commercial Europa regroupe plusieurs centres commerciaux revendant, à l'origine, des produits d'importation turque.

Texte paru dans le Numéro 1, automne 2017 de Panthère Première.